

2014 : le patronat continue sa guerre de classe contre le monde du travail

Johnny Thijs, le patron démissionnaire de BPost, a été nommé par le magazine Trends au titre de « manager de l'année ».

Thijs avait donné sa démission, suite à la tentative du gouvernement de diminuer les salaires des top-managers des entreprises dans lesquelles l'Etat est toujours actionnaire. Sa rémunération devait ainsi passer de 1,1 millions par an à 650.000, soit encore l'équivalent de près de 28 salaires de postiers. En effet, en 2012, le salaire d'un facteur était de 1670 € brut, ou environ 23.000/an, en comptant les pécules de vacances et primes de fin d'année.

Thijs exigeait cette haute rémunération pour avoir supprimé près de 18.000 emplois (en équivalents temps plein) depuis 2002, l'année de son entrée en fonction. De 44.000 postiers en 2000, BPost ne compte plus aujourd'hui que 26.500 équivalents temps plein. Les départs à la pension n'ont pas été remplacés et de nombreuses activités ont été transformées en emplois précaires. La charge de travail s'est alourdie considérablement, et les tournées des facteurs sont chronométrées à la seconde près. Un sous-statut de facteur « low cost » a été introduit qui ne gagne même plus le salaire déjà mince du facteur statutaire, et des centaines de bureaux de Poste ont été fermés.

Cette destruction sociale a été accompagnée d'une campagne répugnante contre le prétendu privilégié qu'était le fonctionnaire de la Poste au profil de tire-au-flan... et qui coûterait beaucoup trop cher pour être « compétitif » d'après Thijs, qui a déclaré que lui-même ne se lèverait pas pour 290.000 €/an...

C'est ainsi que Thijs, qui a dirigé la privatisation et l'entrée en bourse de la Poste, a pu générer des centaines de millions d'euros de profits chaque année pour le fonds d'investissement CVC qui en est actionnaire.

Thijs, comme son confrère Bellens, ex-patron de Belgacom, a reçu beaucoup de soutien du monde patronal. Ce n'est pas étonnant, mais il s'agit de bien plus qu'un soutien à la rémunération des top-managers. Car la politique qu'il a menée

à la Poste, est tout à fait représentative de l'offensive que le patronat mène dans toutes les entreprises privées, et que l'État mène dans tout le secteur public, en particulier dans les entreprises publiques en voie d'être privatisées.

Et cette politique antisociale, le patronat et les ministres à son service comptent bien la poursuivre et l'accélérer. Car, en cette période où l'économie stagne, pour distribuer des dividendes équivalents ou plus élevés encore aux actionnaires l'année prochaine, il n'y a qu'une solution : extraire encore plus de profits des travailleurs, en les faisant travailler encore plus, pour un salaire moindre. Et là, il s'agit de milliards d'euros en plus pour les actionnaires... et en moins pour les travailleurs.

L'actuelle campagne anti-PS initiée par une fraction du patronat à l'occasion de la démission de Thijs n'est que l'expression de cette combativité patronale.

Pourtant le PS au gouvernement a rendu d'aussi bons services à la classe capitaliste que l'ex-patron de BPost, dont la libéralisation fut mise en route par Di Rupo lui-même, en tant que ministre de la fonction publique à l'époque. Maintenant, Di Rupo et son gouvernement ont décidé les plus importantes économies de l'histoire sur le dos de la population. Ils ont décidé aussi une réforme de l'Etat qui est en fait un plan d'austérité de grande envergure qui déploiera ses méfaits dans les 10 années à venir.

Mais les patrons en veulent toujours plus. Et tant pis, si le PS déçoit ses électeurs et ne peut même pas mettre à son actif un petit geste tout à fait symbolique, comme celui de diminuer les rémunérations des top-managers. Pourtant cette mesure ne remettait en question ni les profits, ni les privatisations, ni le pouvoir des capitalistes, ni la baisse des salaires.

Face aux velléités du ministre des Entreprises publiques Labille d'appliquer la décision du gouvernement de baisser les salaires des top-managers, le patronat réagit comme n'importe quel patron face à n'importe quel employé à son service qui n'aurait pas correctement appliqué ses directives : il lui rappelle que ce sont eux les patrons et pas l'inverse.

Ce pouvoir et cette arrogance, le patronat ne le perdra que face à l'action collective des travailleurs prêts à défendre leurs intérêts avec autant de détermination que le patronat défend ses profits. Car en fin de compte, sans le travail des millions de travailleurs, les capitalistes ne sont rien.

Les capitalistes sont prêts à réduire les travailleurs au chômage et à la misère pour maintenir leurs profits. Se préparer à la lutte pour imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits, voilà la seule bonne résolution pour 2014 qui tienne pour les travailleurs !